

Pékin tourne le dos à ses rues ?

Les résidences d'habitations dans l'armature urbaine de la capitale chinoise

David Bénazéraf

**Édition électronique**

URL : <http://echogeo.revues.org/11786>
DOI : 10.4000/echogeo.11786
ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique
(CNRS UMR 8586)

Référence électronique

David Bénazéraf, « Pékin tourne le dos à ses rues ? », *EchoGéo* [En ligne], 12 | 2010, mis en ligne le 31 mai 2010, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/11786> ; DOI : 10.4000/echogeo.11786

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Pékin tourne le dos à ses rues ?

Les résidences d'habitations dans l'armature urbaine de la capitale chinoise

David Bénazéraf

- 1 « Une ville chinoise se distingue par ses formidables portes. Ce qu'il faut avant tout, c'est être protégé (...) Partout il y a de grands écrans, puis il y a encore des paravents et naturellement les triples labyrinthes. Ce qu'il faut avant tout, c'est être convenablement protégé », écrit Henri Michaux dans *Un barbare en Asie*. La capitale chinoise est construite autour et sur le modèle des murs protecteurs de la Cité interdite qui explique les cloisonnements et les difficultés de circulation. Pékin se caractérise par les murs gris de ses rues et ruelles. Dans les quartiers anciens comme dans les îlots modernes d'habitations ou de bureaux, le piéton peut aisément se perdre dans des dédales de cours et d'enceintes avant de retrouver les grands axes de circulation. La simplicité du plan en damier hérité de l'histoire cache la complexité des rapports entre les espaces. Depuis les rues et avenues, il semble difficile d'avoir un aperçu complet de la morphologie de Pékin. Selon l'architecte Qi Xin, interrogé en 2007, Pékin est de par son histoire une ville administrative entourée de murs (ceux de la Cité interdite notamment), d'où la volonté permanente de se protéger.
- 2 Pékin a été fondée en 907 au début de la dynastie des Liao. Elle prend le nom de Beijing (北京), capitale du Nord au début de la dynastie des Ming en 1368. La Cité interdite est construite au début du XV^e siècle : la ville prend alors la forme qu'elle a encore aujourd'hui. Contrairement à Shanghai la commerçante, les administrations sont protégées au sein de vastes ensembles, tandis que la rue est en partie limitée à sa fonction de circulation, à l'exception de quelques avenues commerçantes : les rues orientées Nord-Sud de part et d'autre de la Cité interdite, dont Wangfujing, et le quartier de Dashilan, au Sud de l'actuelle place Tiananmen. De même, les maisons à cours carrées (四合院, *siheyuan*) composaient l'habitat traditionnel. Les limites de la ville ont été modifiées au cours des dynasties, mais sa forme urbaine n'a connu que très peu de modifications avant l'avènement du communisme en 1949. De 1949 au début de l'ère des réformes en 1978, les lieux de production ont été construits au milieu des habitations, limitant ainsi les

circulations. Les unités de travail logeaient leurs travailleurs et prenaient en charge tous les aspects de la vie sociale.

- 3 Par la suite, l'instauration progressive d'un marché immobilier va entraîner des évolutions importantes, notamment l'apparition des résidences d'habitation, déconnectées des lieux de travail. À partir de 1979, les échelles de la ville se démultiplient avec la croissance urbaine. « Le cadre architectural de la vie de famille a changé : les vastes maisons à cours traditionnelles font de plus en plus souvent place à des résidences divisées en petits appartements neufs du type deux pièces cuisine - salle d'eau », explique le géographe Pierre Gentelle. À partir des années 1980, Pékin, ville basse, devient progressivement une métropole millionnaire construite en hauteur. De deux millions d'habitants en 1949, elle atteint les six millions en 1979. La municipalité en compte environ 18 millions aujourd'hui. D'une ville à un étage composée de ses traditionnelles ruelles (胡同, *hutong*) et unités de travail (单位, *danwei*), Pékin devient une métropole composée de blocs d'immeubles que constituent les résidences d'habitations et les quartiers de bureaux.
- 4 Ces changements d'échelle et l'apparition de nouveaux îlots engendrent-ils un changement profond de la morphologie urbaine de Pékin ? Dans quelle mesure la structure urbaine d'ensemble et la planification de la ville prend-elle aujourd'hui en compte les espaces de circulation, la rue ? Nous postulons dans cet article que les évolutions urbaines de Pékin s'inscrivent dans une certaine continuité dans la conception des formes urbaines. Si les échelles et la mobilité sont démultipliées du fait de la croissance urbaine, les rapports des espaces de la ville et de la rue n'en sont pas recomposés pour autant. Les méthodes de planification actuelles produisent de la fragmentation : les îlots constituent des entités indépendantes ayant un rapport limité à la rue. Les formes d'appropriation de l'espace public se font rares. La ville, autrefois structurée par des murs d'enceintes puis par les unités de travail, continue d'être agencée par blocs, ou îlots, juxtaposés les uns aux autres plus qu'ils ne sont reliés entre eux.
- 5 Cet article se base sur des sources bibliographiques, sur une expérience de vie à Pékin et sur l'exemple de plusieurs quartiers : le grand quartier d'habitation de Fangzhuang (方庄), construit dans les années 1990 entre le deuxième et le troisième périphérique dans le sud-est de Pékin, la résidence Dongfang xiaoqu (Nangongjiangying), plus récente et plus petite, située à l'intérieur du deuxième périphérique. Les observations de terrain ont été conduites à l'échelle des îlots. L'ancrage se veut pluridisciplinaire, à la croisée de la géographie, de la sociologie urbaine et de l'urbanisme.

La ville, juxtaposition de blocs déconnectés les uns des autres

- 6 La rue telle que nous la connaissons dans les villes européennes se veut également espace d'activités et constitutive du lien social. En l'absence de continuité du bâti dans le Pékin moderne, les rues peuvent en revanche apparaître comme de simples espaces interstitiels entre les espaces construits.

La structuration du Pékin communiste

- 7 Entre 1950 et 1978, Pékin s'est structuré autour de ses unités de travail. Les usines, ateliers et lieux de production ont été intégrés à la ville. Le système de l'unité de travail encadrait tant le travail que l'habitat, les loisirs et tous les aspects de la vie quotidienne. Le terme de *danwei* est apparu a posteriori¹, dans les années 1980 et désigne cette organisation de la société urbaine chinoise à partir de l'espace de travail. Constituée dans les années 1950 peu après la prise du pouvoir par les communistes, la *danwei* formait un espace refermé sur lui-même, destiné à encadrer la main-d'œuvre des entreprises publiques. Jusqu'aux années 1980, l'unité de travail constituait la cellule de base du parti communiste, en parallèle des comités de résidents, entités plus politiques, institués en 1954. L'intrication entre la structure administrative du territoire et la hiérarchie du parti communiste était forte. Il existait un double maillage politique et social du territoire. Nous le verrons, cet aspect perdure encore en partie aujourd'hui. L'unité de travail avait également un rôle essentiel dans la diffusion des politiques publiques, en matière d'encadrement social (logement, assurances sociales, surveillance des individus, etc.), éducatif (affichage, campagnes de propagande, etc.) et administratif (enregistrement des naissances, certificats de mariage, délivrance du permis de résidence, etc.).
- 8 Les mobilités dans Pékin étaient faibles. La *danwei* construisait les logements pour les employés, selon la règle « un logement par salarié ». Elle formait une société à taille réduite, un microcosme indépendant à l'intérieur de la ville, où les habitants trouvaient tous les services dont ils avaient besoin. Les *danwei* étaient toutes d'un standing équivalent. David Bray souligne dans son ouvrage *Social Space and Governance in Urban China* qu'elles atteignaient un « niveau d'uniformité notable ». La mixité sociale était réelle, ce qui ne signifie pas forcément que les statuts de logement étaient rigoureusement identiques.
- 9 À partir des années 1980, avec la privatisation de nombreuses entreprises d'État et l'ouverture du marché, les *danwei* commencent à être démantelées. Les coûts d'entretien et de gestion nuisaient à la compétitivité des entreprises. À partir de 1994, elles n'ont plus le droit de construire elles-mêmes les logements : elles doivent les acquérir. En 1996, face aux difficultés économiques croissantes de la grande industrie et des entreprises publiques, le principe de l'emploi à vie garanti par la *danwei* est remis en cause. Ce démantèlement va transformer profondément les modalités d'action de l'État au niveau local, dans les villes notamment. Les villes doivent faire face à une réorganisation complète de leur structure administrative et territoriale. Aujourd'hui, le système des unités de travail a quasiment disparu. Il n'existe plus que pour les grandes administrations publiques : la poste, les hôpitaux, les universités logent encore leurs fonctionnaires à proximité de leur lieu de travail. Habitat et travail sont désormais déconnectés et ont permis la construction de résidences d'habitation indépendantes (Tomba, 2005).
- 10 Les réformes économiques et sociales à partir des années 1980 ont entraîné des recompositions de la structure administrative et territoriale des villes chinoises, mais aussi des formes d'habitat et d'urbanisme. Les villes allaient redevenir les locomotives du développement du pays : « L'ouverture économique exige des villes chinoises qu'elles se modernisent » (Sanjuan, 1996, p. 18). En 1987, pour faire face au manque de logements, le gouvernement chinois a encouragé la construction et l'achat d'appartements. Dans

l'élaboration de la réforme du logement, la commission de la réforme du logement du Conseil d'État a joué un rôle important en publiant des « Recommandations pour une réforme en profondeur du système du logement urbain »². Le rapport préconise la transformation du principe des logements aidés à bas loyers en système de loyer basé sur les salaires des occupants pour faire entrer l'habitat dans un fonctionnement de marché. Cette transformation passe par le partage des coûts entre l'État, les entreprises et les individus, et par une prise de décision locale décentralisée. Le passage à l'économie socialiste de marché a constitué un changement de paradigme qui a permis l'instauration d'un marché immobilier et d'un marché foncier. Ces changements ont entraîné des évolutions dans l'organisation de la société et consacré la création des communautés résidentielles.

Méthodes de la planification actuelle

- 11 L'ancien Pékin était composé d'enceintes fermées qu'ont prolongées les unités de travail des années 1950 aux années 1970. À partir des années 1980, la constitution de quartiers d'habitation indépendants des lieux de travail allait d'une certaine manière prolonger l'héritage de cette morphologie urbaine. Le fonctionnalisme de la planification urbaine publique mêlée à l'attribution d'îlots à la promotion privée pour des projets de logements ou d'activités tertiaires permet de reproduire le modèle d'une ville segmentée. La ville chinoise se construit à différentes échelles, grâce à l'action combinée d'acteurs publics pour l'urbanisme d'ensemble et privés ou mixtes à plus petite échelle.
- 12 Zou Huan, professeur d'architecture et d'urbanisme à l'université Tsinghua, distingue aujourd'hui trois types d'acteurs en matière de conception urbaine : le gouvernement municipal, l'institut d'urbanisme et les promoteurs. Le gouvernement municipal (市政府, *shizhengfu*) définit la politique urbaine, vote le schéma directeur, délivre les permis de construire, et assure le contrôle général des procédures d'urbanisme. Il est l'instance décisionnelle. L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la municipalité de Pékin (北京城市规划设计研究院, *Beijing chengshi guihua sheji yanjiuyuan*) coordonne la conception du schéma directeur. Etablissement public sous la direction de la municipalité de Pékin, il conduit les études et la planification (schéma directeur, zonage par le plan d'occupation des sols, transports et infrastructures). Quant aux promoteurs, ils construisent et vendent des projets dont ils entretiennent parfois les réalisations. Ils constituent l'instance opérationnelle. Les sociétés de promotion peuvent être privées, publiques, ou mixtes.
- 13 Le schéma directeur actuel est en vigueur depuis 2004, et le sera normalement jusqu'en 2020. En ce qui concerne les fonctions, le plan d'occupation des sols (土地利用规划, *tudi liyong guihua*) est inclus dans le schéma directeur. Alors que celui-ci assure la planification d'ensemble, le plan d'urbanisme détaillé fixe les règles urbanistiques à une échelle plus locale. Ces règles doivent être respectées par les promoteurs dans la construction de leurs projets. Cette approche spatiale révèle un objectif premier : la régulation de l'usage des sols. On passe ainsi directement d'une conception d'ensemble, composée de grands plots et de voies de circulation, à une juxtaposition de projets urbains sur chacun de ces îlots. L'échelle du quartier entendu au sens européen, c'est-à-dire un ensemble cohérent de rues et d'îlots, n'est pas prise en compte dans la construction des nouveaux espaces.
- 14 Pour résumer, la Municipalité de Pékin, sous le contrôle du Conseil des Affaires d'État, assume la vision d'ensemble de la métropole. Elle établit le schéma directeur qui répartit les fonctions dans les différentes zones de la ville et qui fixe des règles de base avant que

les promoteurs ne prennent le relais. Les simulations auxquelles peuvent s'essayer les visiteurs du tout jeune musée de l'urbanisme de la capitale sont assez édifiantes : le fonctionnalisme s'y applique par îlots entiers de plusieurs hectares. Habitat, activités, loisirs sont séparés. La réalité est bien entendu plus nuancée, mais le musée donne un aperçu intéressant de l'ampleur des échelles.

- 15 Les résidences d'habitations, ou unités résidentielles, sont donc bien souvent à l'échelle d'un îlot entier. Elles constituent des blocs cohérents par rapport au reste de la ville, avec leur fonctionnement propre. Le plan d'urbanisme détaillé fixe l'emplacement et le nombre de sorties des résidences pour deux raisons : favoriser un meilleur contrôle intérieur et organiser les circulations avec l'extérieur. La grande taille des îlots explique d'ailleurs en partie les embouteillages de Pékin : emprunter un raccourci en passant par une plus petite rue est rarement possible ; les automobilistes sont tous contraints d'emprunter les grandes avenues.
- 16 A Fangzhuang par exemple, l'accessibilité n'est pas facilitée : les unités résidentielles sont mal connectées à l'extérieur. De même, les circulations internes ne sont pas aisées. En observant les types de bâti, on peut retracer assez clairement la composition par groupes d'habitations construits par un même promoteur. C'est à cette échelle que l'on retrouve une cohérence qui correspond aux différents projets menés par chacun des promoteurs.

Carte 1 - Carte des zones étudiées



Source : Google Earth / Mars 2007

Photographie 1 - Cloisonnement de l'espace résidentiel et de la rue



Source : David Bénazéraf, mars 2007

- 17 Dans Pékin, l'observateur remarquera aisément que les îlots sont souvent mal reliés à la rue : les transitions entre espaces privés, semi-publics et publics sont souvent inexistantes. Dans cette planification urbaine, la rue permet de circuler, mais n'est pas conçue comme un lien entre les îlots.

L'îlot, une entité en soi

- 18 Contrairement aux villes européennes où l'attachement au quartier est fort, l'espace constitutif d'une forme de lien social en Chine est davantage la résidence d'habitation, et certains espaces publics, plutôt que la rue. L'identité de communauté résidentielle prime sur l'identité de quartier. Le lien à la rue s'en trouve distendu.

Les résidences d'habitation, espaces dos à la rue

- 19 Dans les années 1990, la notion de privatisation de l'habitat fait son chemin et un nouveau modèle d'organisation des zones d'habitation remplaçant les *danwei* prend forme : le concept de *shequ* (社区), qui signifie littéralement « quartier société », est créé en 1999 et a été traduit par « communauté résidentielle ». La communauté résidentielle est censée regrouper entre 3 000 et 10 000 habitants. En termes de morphologie urbaine, les résidences constituent des espaces clos, entourées de clôtures avec un nombre d'entrées limitées, constituant une coupure par rapport au reste de la ville. Les entrées d'immeubles sont situées côté cour : les résidences tournent le dos à la rue.

Photographie 2 - Espace collectif à l'intérieur d'une résidence

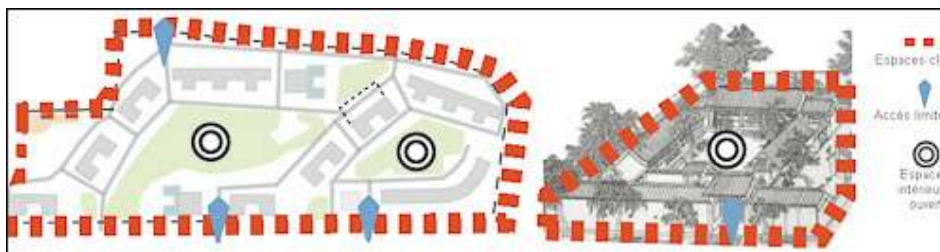


Source : David Bénazéraf, 2008

- 20 En tant que projet d'État pour instaurer de nouveaux modèles de quartiers d'habitation, Fangzhuang a été l'un des premiers quartiers d'une telle échelle construit dans les années 1990. Le site est divisé en quatre aires représentant les quatre étoiles de la vieille ville et permettant une dénomination des sous-ensembles : 故城群星 (*gu, cheng, qun, xing*). Fangzhuang a en outre été un modèle réussi de cofinancement de la construction entre l'État et les entreprises. À grande échelle, le quartier est structuré par une armature en damier héritée de la conception ancestrale des villes chinoises. Il reproduit l'armature générale de la ville de Pékin divisée selon ses quatre points cardinaux. Le quartier est composé de manière assez fonctionnelle, et reflète à travers ses différents types de bâti les programmes immobiliers successifs. En son centre, se trouve une zone commerciale avec un supermarché Carrefour, un centre commercial, qui comprend un café Starbucks et un Macdonald, et une succession de restaurants de spécialités régionales.
- 21 À des degrés divers, théoriciens et praticiens s'accordent pour dire que la composition urbaine des résidences chinoises s'inscrit dans une très large mesure dans l'histoire urbaine de Pékin, tout en intégrant les échelles mondialisées des immeubles d'habitation. La conception chinoise de l'espace se retrouve dans les quartiers d'habitat modernes. Par rapport au principe des cours carrées, les murs (ou grillages) sur un niveau restent ; seuls les bâtiments prennent de la hauteur. On retrouve dans les résidences les caractéristiques de l'habitat traditionnel : espace fermé, ouvert sur une cour intérieure, nombre d'accès limité (cf. figure 1). Le bâti est isolé, les bâtiments ne se touchent pas : « on continue à faire de l'isolé », explique l'architecte Qi Xin.
- 22 Zhu Jianfei, architecte, montre l'interaction entre les traditions chinoise et occidentale dans la composition actuelle de Pékin. Pour lui, on assiste à la fois à une modernisation et

une occidentalisation de Pékin, et en même temps, à une intégration de l'urbanisme de la hauteur dans le contexte pékinois et chinois. Il affirme qu'il faudrait construire des modèles théoriques pour ce dialogue entre les deux traditions. Pour Qi Xin, on tend à penser que l'urbanisme de la hauteur est un passage à la modernité, mais, en réalité, il s'agit uniquement d'un changement d'échelle, et non d'un changement de paradigme.

Figure 1 - Composition similaire entre une unité résidentielle (à gauche) et un *siheyuan* (à droite)



Source : David Bénazéraf, mai 2007

- 23 David Bray explique dans son ouvrage que l'unité de travail puis la communauté résidentielle portent les marques de la tradition chinoise ancienne : les espaces clos favorisent la formation d'un esprit collectif reprenant la logique de la structure de la famille confucéenne. Il va même jusqu'à soutenir que la logique de l'espace familial a été reprise par les aménageurs pour mettre en œuvre un sentiment d'appartenance collective (Bray D., 2005, p.36). Ce n'est qu'en pénétrant au sein des quartiers et non depuis la rue que l'on découvre les espaces publics ou collectifs et les lieux de vie. L'îlot est quasiment privatif. Il constitue l'espace de la communauté, définie par rapport à l'extérieur inconnu. Certains services locaux (administratifs, sociaux, loisirs, etc.) sont rattachés à une communauté résidentielle, ce qui contribue à la déconnection de l'espace résidentiel et du reste de la ville.

La communauté résidentielle, contribution à la « société harmonieuse »

- 24 S'inscrivant dans une référence à la culture chinoise ancienne, les résidences contribuent aussi à la mise en place d'une « société harmonieuse ». L'objectif est de faire des habitants des citoyens responsables contribuant à la stabilité de la société urbaine et à la modernisation du pays. Malgré la fin du système collectiviste de l'unité de travail, la dimension collective de l'habitat n'a pas pour autant disparu ; elle a évolué vers une place nouvelle de l'individu, sans remettre en cause l'appartenance à un groupe, même si cette dernière est devenue plus faible et moins contraignante.
- 25 La « communauté » forme un niveau nouveau d'encadrement social tout en s'inscrivant dans le prolongement de l'unité de travail. Ceci est particulièrement visible pour les personnes âgées à travers les différents clubs de gymnastique, de tai-chi-chuan ou de cartes à jouer qui prennent en charge les activités des retraités. Les membres d'une résidence sont collectivement responsables de sa bonne tenue. Des retraitées munies d'un brassard rouge assurent une surveillance à l'entrée des résidences. Par exemple, à la suite des fortes chutes de neige au début de l'année 2010, le déblaiement des trottoirs dans les rues de Pékin était mené par les habitants devant chaque résidence ou commerce, seule la voirie proprement dite étant déneigée par le personnel municipal.

- 26 Conformément à la pensée ancienne, la communauté, désormais résidentielle, s'inscrit à la fois dans une continuité, tout en s'adaptant à un contexte nouveau. Comme par le passé, elle protège contre l'extérieur (外, *wai*) : l'intérieur (内, *nei*) est le lieu privilégié des relations de solidarités et d'entraide, dans le respect de l'autre (面子, *mianzi*) et la confiance (信用, *xinyong*). La communauté est par conséquent le nœud d'un mode de sociabilité ancestral, basé notamment sur des obligations interpersonnelles réciproques au sein d'un groupe donné. Elle est un lieu d'identification pour l'habitant de la résidence.
- 27 Les communautés résidentielles sont souvent dotées d'un comité de résidents, structure locale de l'administration. Les comités de résidents sont encadrés par trois à neuf cadres. Ses membres sont rémunérés par l'échelon supérieur, le bureau de quartier. Lorsque ce dernier est reconnu « unité modèle », il peut se voir conférer une dotation financière supplémentaire. Le poids des comités de résidents peut varier considérablement d'un bureau de quartier à l'autre. Certains ont une autonomie relativement importante, d'autres non : « Certains sont considérés comme de simples agents d'exécution des bureaux de quartier, alors que d'autres essaient de contester les décisions de ces derniers pour défendre les conditions de vie des habitants »³. À Fangzhuang, le comité de résidents correspond au sous-quartier : on en compte un par îlot pour une des zones étudiées.
- 28 Liu Xin, de l'Institut d'urbanisme de Pékin, explique que cette forme de gestion locale se rapproche du *community building* à l'américaine⁴. Cette notion est abordée par Jacques Donzelot, enseignant en sociologie et spécialiste des politiques de la ville, dans son ouvrage *Faire société. La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*. Il présente les *community development corporations* (CDC) qui sont des entreprises privées à but non lucratif, agissant directement sur les questions urbaines et de logement, par exemple en rachetant des immeubles vacants qu'elles réhabilitent. Elles sont placées sous un conseil d'administration où dominent les habitants du quartier. Nées d'une démarche spontanée au départ, elles sont devenues de plus en plus planifiées au fur et à mesure qu'elles sont apparues à l'État et aux municipalités comme des solutions aux problèmes des centres-villes. Leur action doit recueillir un certain consensus auprès des habitants. Les CDC militent pour une démarche *bottom up*, c'est-à-dire de la base vers le haut. Les rapports des habitants entre eux font l'objet d'une grande attention, il s'agit de faire du *community building*, c'est-à-dire d'unir les habitants dans une communauté soudée et active, afin de mettre en place une stratégie d'*empowerment*, moyen par lequel un individu ou une organisation se voit attribuer un certain pouvoir ou une certaine autorité. Comme dans les communautés résidentielles chinoises, les habitants sont responsabilisés.
- 29 Selon les CDC, ce système contribue à la stabilisation du territoire. Le *community building* est un exercice complexe où l'appel à la tolérance mutuelle entre les composantes de la population sur un territoire va de pair avec une exigence très forte en direction des individus, à la manière de la « société harmonieuse ». Au sein des CDC, l'expression de « contrôle social » n'a pas de connotation négative comme en France. L'idée de *community building* est absente en France, étant interprétée comme une démarche contraire à la logique républicaine. Toute proportion gardée, cette démarche de construction communautaire à l'américaine peut être observée sous un prisme intéressant pour les quartiers des villes chinoises.

Vers une réappropriation de l'espace public urbain ?

- 30 On observe de manière générale un resserrement sur l'espace privé. À l'approche des grandes manifestations (Jeux Olympiques, sessions de l'Assemblée populaire nationale, etc.), les rues sont vidées des activités empiétant trop sur l'espace public. Un vendeur de fruits avait par exemple dû réinstaller son stand à l'intérieur de la résidence Dongcheng xiaoqu pendant les Jeux de 2008. La vie quotidienne se resserre en partie au sein de l'espace privé de l'appartement. La communauté résidentielle est en partie productrice de dislocation, puisque ses résidents ne sont pas tenus de participer aux activités collectives, contrairement à ce qui était le cas du temps de l'unité de travail ou dans la vie à l'intérieur des quartiers de ruelles. Un Pékinois en témoigne : « Ce genre d'endroit est très différent des *hutong*. Les gens ont choisi de vivre ici, où les interactions avec les voisins [来往, *laiwang*] sont moindres. Dans le passé, il fallait avoir des relations de voisinage, même si vous ne vouliez pas interagir. La vie va plus vite aujourd'hui. Les gens ferment leur porte et ne veulent pas savoir ce qu'il se passe derrière » (Read, 2003, p.53).
- 31 La rue est par ailleurs, comme partout, un lieu de concurrence des usages. Dans les villes chinoises en particulier, la place grandissante de la part accordée à la voiture en fait un lieu de plus en plus difficile pour les cyclistes et piétons. Les voies automobiles débordent sur des pistes cyclables toujours plus étroites qui font désormais aussi office de parking. À Pékin, les séparateurs au milieu des avenues forcent les piétons à emprunter des passerelles aériennes ou des passages souterrains pour traverser. La rue semble aujourd'hui spécifiquement conçue pour absorber un maximum de véhicules.
- 32 Si les formes urbaines et l'organisation des espaces ont une influence directe sur le rapport à la rue, dresser une image de la rue comme un espace strictement limité à la circulation serait néanmoins caricatural. En effet, certaines portions de rue affichent une activité importante, marquée par une forte spécialisation. Par exemple, une partie de la rue Dongzhimennei dajie, dite Gujijie, est connue pour ses restaurants ouverts nuits et jours. Certaines activités débordent parfois sur la rue, comme le commerce des vendeurs ambulants. Mais il s'agit d'une activité informelle, tolérée mais souvent illégale, et d'un usage spontané de la rue. Cette activité peut néanmoins faire de la rue un lieu animé. Par exemple, la rue de Chenfulu dans le quartier étudiant de Wudaokou se remplit en fin de journée de vendeurs de vêtements, bijoux, babioles, peluches, etc. Ceux-ci étalent leurs marchandises à même le sol. Les trottoirs deviennent quasiment impraticables et la foule se presse. La rue devient un espace de concurrence des usages.
- 33 En outre, de nouvelles formes d'occupation de l'espace public émergent. Au cours de ces dernières années, d'anciens quartiers commerciaux ont été réhabilités. L'avenue Wangfujing, ancien quartier commerçant depuis l'époque Ming, a été rendue piétonnière en 1998. On y trouve aujourd'hui de nombreux magasins et centres commerciaux. L'avenue Qianmen, dans l'ancien quartier commerçant de Dashilan au sud de la place Tiananmen a été réhabilitée entièrement pour les Jeux olympiques. Un tramway y a même été réinstallé. À ces lieux d'initiative publique s'ajoute un projet privé inauguré en 2008 : l'îlot Sanlitun Village rassemblant commerces, restaurants et un cinéma. Ce projet en plein cœur du quartier de Sanlitun constitue un espace piétonnier inédit, composé d'une rue piétonne et d'une petite place centrale où sont organisées des activités (patinoire en hiver, fontaines en été, défilés de mode, jeux pour les enfants, etc.). Les grandes marques internationales y sont présentes. Ces espaces de consommation ouverts

diffèrent des centres commerciaux sur le modèle américain : ils sont de plain pied sur la rue. Si ces lieux permettent une forme d'appropriation de l'espace, il s'agit d'espaces avant tout à but commercial, sans mixité des activités. On ne s'y rend que de manière temporaire et ils sont localisés en des lieux bien spécifiques.

Conclusion

- 34 La question de la rue à Pékin diffère de l'approche occidentale. Héritage de la planification urbaine ancienne, la ville de Pékin est caractérisée par une composition relativement cloisonnée, dans laquelle la rue ne fait pas réellement lien. Les espaces de lien social se situent à une autre échelle, celle des résidences d'habitation, outils de promotion de la société harmonieuse. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, de nouveaux types d'espaces émergent ou réapparaissent progressivement.
- 35 Si les formes urbaines et techniques de planification évoluent, perdurent les concepts et principes qui induisent la place de la rue. Comme le laisse entendre Thierry Sanjuan, cette thématique pose la question du rapport des citoyens à l'espace : « Qu'il s'agisse d'une appartenance familiale, territoriale ou réticulaire, la société chinoise fonctionne sur le principe de l'exclusion, ce pourquoi Lin Yutang [1937] évoquait la paradoxale « absence de sens social » – ou plutôt civique – chez les Chinois, et privilégie systématiquement l'intérieur – celui avec qui j'ai un lien communautaire – sur l'extérieur – celui que je peux ignorer, du moins tant qu'il n'est pas entré dans l'un de mes réseaux » (Sanjuan, 2002). De plus, l'accession à la propriété, une aspiration sociale induite par la collectivité, traduit un comportement individualiste. La vie en résidence, symbole de l'accession à la propriété, incarne une volonté de différenciation sociale avec l'immédiatement socialement inférieur. « L'exclusivisme du réseau chinois trouve ici des relais concrets et l'opposition intérieur - extérieur génère des espaces physiquement segmentés, fermés, cloisonnés. » (Sanjuan, 2002, p.131).
-

BIBLIOGRAPHIE

- Benazeraf D., 2007. *De l'unité de travail à la communauté résidentielle: les impacts de la réforme du logement en Chine, le cas du quartier Fangzhuang à Pékin*. Mémoire sous la direction de Thierry Sanjuan, Paris I Panthéon Sorbonne.
- Bray D., 2006. Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China. *Economy and Society*, vol. XXXV, n°4, november, p. 530-549.
- Bray D., 2005. *Social Space and Governance in Urban China: the Danwei System from Origins to Reforms*. Stanford University Press, 227 p.
- Cabestan J.-P., 1994. *Le système politique de la Chine populaire*. PUF, 505 p.
- Chengshi fazhan zhong de shequjianshe*, [La conception des communautés résidentielles au sein du développement urbain], 2002. Editions des villes chinoises.

- Choko M., Chen G. (dir.), 1994. *China: the Challenge of Urban Housing*, Méridien, 224 p.
- City Planning Law of the People's Republic of China*, 2004. Law Press China.
- Davis D. S., 1995. *Urban Spaces in Contemporary China: the Potential for Autonomy and Community in Post-Mao China*. Cambridge University Press, 449 p.
- Donzelot J. 2003. *Faire société. La politique de la ville aux États-Unis et en France*. Seuil, 366 p.
- Eyraud H., 2001. *Chine, la réforme autoritaire : Jiang Zemin et Zhu Rongji*. Bleu de Chine, 248 p.
- Gaubatz P., 2008. Les nouveaux espaces publics en Chine urbaine. *Perspectives chinoises*, 4/2008, p. 78-90.
- Gentelle P. (dir.), 2004. *Chine, peuples et civilisation*, La Découverte, 219 p.
- Hays R. A., Zhong Y., 1996. The Transformation of the Urban Housing System in China. *Urban Affairs Review*, vol. XXXI, n°5, may, p. 625-658.
- Hsueh F.-H., 1995. *Beijing : the Nature and Planning of a Chinese Capital City*. Chichester, 389 p.
- Lao She, 1996 (traduction française). *Quatre générations sous un même toit*. Folio, 703 p.
- Michaux H., 1933. *Un barbare en Asie*. Gallimard, 232 p.
- Peng B., 2004. Gouvernance des communautés résidentielles et contrôle étatique. *Perspectives chinoises*, 11-12/2004, n°86, p. 14-24.
- Read B., 2003. Democratising the Neighbourhood?: New Private Housing and Home-Owner Self-Organisation in Urban China. *The China Journal*, n°49, January, p. 31-59.
- Sanjuan T. (dir.), 2006. *Dictionnaire de la Chine contemporaine*. Armand Colin, 304 p.
- Sanjuan T., 2002. En deçà du religieux chinois : Réflexion sur les valeurs, l'espace et l'organisation sociale. *Hérodote*, 07-09/2002, n°106, p. 123-132.
- Sanjuan T., 2000. *La Chine, territoire et société*. Hachette supérieur, 189 p.
- Sanjuan T., 1996. La ville chinoise entre deux systèmes : regards de praticiens. *Villes en parallèle*, n°24, p. 16-20.
- Tomba L., 2008. Fabriquer une communauté. *Perspectives chinoises*, 4/2008, p. 50-65.
- Tomba L., 2005. Residential Space and Collective Interest Formation in Beijing Disputes. *The China Quarterly*, p. 934-951.

NOTES

1. Miege P., 2006. Unité de travail. In Sanjuan T. (dir.), *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, p. 262 et suiv.
2. Yang L., 1994. Urban Housing System Reform in China: Alternatives and Their Constraints. In Choko, M., Chen G., *China: the Challenge of Urban Housing*, p. 78.
3. Thireau I., 2006. Bureau de quartier. In Sanjuan T. (dir.), *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, p. 221.
4. Entretien en février 2007 à Pékin.

RÉSUMÉS

L'article propose une interprétation des formes urbaines à Pékin en insistant sur le degré d'ouverture ou de fermeture des îlots. Il prend pour postulat que les évolutions urbaines de Pékin s'inscrivent dans une certaine continuité dans la conception des formes urbaines. Les changements d'échelle de la planification actuelle et l'apparition d'un nouveau type d'îlot n'engendrent pas un changement profond de la morphologie urbaine de Pékin. Ainsi, les échelles et la mobilité démultipliées du fait de la croissance urbaine ne modifient pas les rapports des espaces de la ville et de la rue.

INDEX

Mots-clés : Chine, habitat, morphologie urbaine, Pékin, planification, quartier, rue, urbanisme, ville

Keywords : Beijing, China, city, district, housing, street, urban morphology, urban planning

AUTEUR

DAVID BÉNAZÉRAF

David Benazeraf a soutenu un mémoire de master sous la direction de Thierry Sanjuan en juin 2007 à l'Université de Paris I – Panthéon Sorbonne : De l'unité de travail à la communauté résidentielle : les impacts de la réforme du logement en Chine. david.benazeraf@gmail.com